

COMMUNIQUE DE PRESSE N° 006/RDC/VSV/CE/2017

RDCONGO : LA VSV EXIGE LA LIBERATION DE M. JEAN-CLAUDE KYUNGU KABILA, PRESIDENT DU PARTI POLITIQUE «UPCE»

La Voix des Sans Voix pour les Droits de l'Homme (VSV) est vivement préoccupée par l'enlèvement suivie de la détention prolongée depuis vendredi 13 janvier 2017 de monsieur Jean-Claude Kyungu Kabila, président du parti politique « Union du Peuple Congolais Engagé «UPCE », par des éléments de l'Unité de Protection des Institutions-Hautes Personnalités « UPI-HP » de la Police Nationale Congolaise (PNC) agissant sous les ordres du colonel Kasongo. La victime avait été enlevée à Kinshasa au pied de l'avion à l'Aéroport International de N'djili alors qu'il revenait d'une mission de service de Lubumbashi, province du Haut-Katanga.

Placé sous bonne escorte par des policiers, M. Jean-Claude Kyungu Kabila a été immédiatement conduit au cachot de l'UPI-HP/PNC, sis à côté du Jardin Zoologique de Kinshasa, dans la commune de la Gombe où il est enfermé seul dans une cellule jusqu'à ce jour sans droit de visite.

Il sied de relever que les déboires de M. Jean-Claude Kyungu Kabila ont commencé le 12 janvier 2017 à Lubumbashi où en compagnie d'un de ses collaborateurs, M. Serge non autrement identifié, ils ont été interpellés à l'Aéroport de Luano par des militaires de la Garde Républicaine (GR) sur instigation d'une personne se faisant passer pour un proche du pasteur Théodore Mugalu, chef de la Maison Civile du Chef de l'Etat Joseph Kabila. Les victimes ont été conduites manu militari au cachot du Camp Militaire Kimbembe où elles ont été détenues avant d'être relâchées le même jour respectivement vers 20heure pour M. Serge et à minuit pour M. Jean-Claude Kyungu Kabila.

Selon les informations parvenues à la VSV, il serait reproché à M. Jean-Claude Kyungu Kabila qui serait un des fils de feu Président Mzee Laurent Désiré KABILA de se faire passer tantôt comme dauphin du Chef de l'Etat Joseph Kabila lors de la prochaine élection présidentielle, tantôt d'avoir escroqué de l'argent à une dame non autrement identifiée.

Au siège de l'UPI-HP/PNC, M. Jean-Claude Kyungu Kabila aurait subi un interrogatoire serré relatif à la vérification de son identité, à ses liens éventuels avec la famille de feu Président Laurent Désiré Kabila assassiné le 16 janvier 2001.

La VSV craint que l'enlèvement et la séquestration de M. Jean Claude Kyungu Kabila ne soient motivés par des mobiles politiques visant à le réduire au silence et à étouffer ses ambitions politiques.

La VSV réitère ses vives inquiétudes quant à la vie, la sécurité et l'intégrité physique de M. Jean-Claude Kyungu Kabila, en détention arbitraire et prolongée au cachot de l'UPI-HP/PNC.

Eu égard à ce qui précède, la VSV invite les autorités rdcongolaises à :

- diligenter une enquête impartiale et indépendante aux fins de faire la lumière sur cet enlèvement suivi de la détention prolongée de M. Jean-Claude Kyungu Kabila et établir les responsabilités en vue de sanctionner les coupables conformément à la loi;
- procéder à la libération pure et simple de la victime, sinon la déférer devant une juridiction compétente en cas des griefs sérieux à charge ;
- mettre un terme à l'instrumentalisation des forces de l'ordre et services de sécurité en vue de régler des comptes aux adversaires politiques.

Fait à Kinshasa, le 17 mars 2017.

LA VOIX DES SANS VOIX POUR LES DROITS DE L'HOMME (VSV)